



M. Philippe Distler
Directeur Général
ARCEP
7, Square Max Hymans
75730 Paris cedex 15

Saint Martin, le 30 mars 2011

Objet : Contribution de Dauphin Telecom à la consultation publique.

Projet d'analyse des marchés des marchés de gros des prestations de segments « interurbains interterritoriaux » relatifs aux collectivités territoriales de Saint Martin et Saint Barthélemy

Monsieur le Directeur Général,

Nous avons bien reçu le projet d'analyse de vos services, et nous vous remercions pour avoir finalement pris en compte le cas spécifique des collectivités de Saint Martin et Saint Barthélemy.

La présente synthèse constitue, avec les commentaires détaillés figurant dans le document ci-joint, la contribution publique de Dauphin Telecom à la consultation publique.

Le document joint est accompagné d'annexes confidentielles. Nous demandons que ces annexes soient couvertes par le secret des affaires.

Nous sommes heureux de constater la clairvoyance de l'Autorité sur certains points :

- « France Telecom dispose d'un monopole sur l'atterrissage du câble sur les territoires français et donc d'un monopole sur le complément terrestre. »
- « L'absence d'animation concurrentielle et le constat de prix élevés en comparaison avec ceux de liaisons sous-marines, notamment locales, comparables, pourrait conduire l'ARCEP à saisir l'Autorité de la concurrence pour enquêter sur les comportements des différents acteurs du marché et, le cas échéant, demander les mesures de sanctions qui s'imposeront alors. »



Toutefois, la réalité sur le marché de la capacité en outremer en tant qu'opérateur tiers est selon nous la suivante :

1- Le marché des services de capacités est entièrement dominé par France Telecom et GCN qui abusent de leurs positions vis-à-vis des opérateurs tiers.

- Leurs tarifs sont largement identiques et très au dessus des valeurs du marché caribéen soit plus de 230€/Mbit/s au lieu des 65€/Mbit/s pratiqués dans la zone de marché.
- Ce sont tous deux des opérateurs intégrés dont les filiales sont présentes sur l'ensemble des marchés de détail avec des parts de marchés significatives.
- France Télécom utilise, en outre, l'accès au complément terrestre comme barrière à l'entrée des marchés ultramarins français.

Cette réalité devrait selon nous conduire l'ARCEP à des conclusions bien différentes de celles proposées dans le document soumis à consultation, qui n'a de portée pratique que pour la seule liaison entre Saint Barthélemy et Saint Martin, et laisse entière la problématique des services de capacités, et donc du développement du haut débit dans les deux territoires.

2- Il n'y a pas jeu concurrentiel, ni à Saint Barthélemy, ni à Saint Martin.

Pour Saint Barthélemy, l'analyse proposée par le document mis en consultation conduit à juste titre à constater le monopole de GCN et propose de lui imposer, notamment, d'orienter ses tarifs vers ses coûts : cette obligation nous paraît justifiée sous réserve qu'elle (i) s'entende des coûts incluant les subventions publiques et (ii) s'accompagne d'une méthode de comptabilisation des coûts économique et connue à l'avance.

En revanche, le document présente une analyse inexacte de la situation à Saint Martin, car elle repose sur une approche consistant à résumer la situation concurrentielle au nombre de câbles atterrissant sur chaque île, en occultant les spécificités techniques des câbles, leurs destinations et les problématiques tarifaires.



Une telle approche conduit l'ARCEP de ne pas vérifier la pertinence du marché géographique de St Martin - sans doute pour ne pas se mettre en contradiction avec l'analyse d'avril 2010 des autres territoires ultramarins qui reposait largement sur cette même approche – alors que :

- la réalité des territoires de St Barthélemy et St Martin est bien différente de celle des grands territoires analysés en 2010 ;
- des enseignements devraient être tirés de la levée de la régulation sur la Guadeloupe/Martinique. Comme l'indique l'Annexe n°1, les services de capacité de France

Télécom sont trois fois plus chers en zone non régulée (Saint Martin) qu'en zone régulée (Martinique), et ce bien après l'arrivée du câble GCN.

La situation est plus complexe.

- Sur le câble EFCS, les prix de France Télécom sont excessifs et les autres co-investisseurs du câble ECFS ne peuvent avoir d'offre compétitive compte tenu des obstacles techniques et de délai à coordonner leurs services de capacités avec les compléments terrestres de France Télécom dont le câble a d'ailleurs été longuement saturé.

A cet égard, Dauphin Telecom demande que l'ARCEP régule les compléments terrestres de France Telecom afin que les autres opérateurs du consortium ayant accès à l'ECFS (ATT, Cable & Wireless, Sprint, UTS...etc.) puissent faire des offres compétitives et alternatives sur les marchés de Saint Martin et Saint Barthélemy.

- Sur le câble GCN, le seul véritablement accessible puisque non soumis aux contraintes résultant du monopole de France Télécom sur les compléments terrestres, les tarifs pratiqués sont bien au dessus des tarifs du marché de la zone Caraïbe.

A cet égard, Dauphin Telecom demande que l'ARCEP vérifie en détail la construction des coûts de GCN afin d'expliquer comment un opérateur subventionné à 75% peut avoir des tarifs 4 fois plus chers pour atteindre Porto Rico que ceux disponibles à Porto Rico de la part d'opérateurs non subventionnés : 230 euros versus 65 (85 dollars).

- Enfin le câble SPMR1 ne relie Saint Martin qu'à Porto Rico et ne permet aucunement, contrairement à ce qu'indique le document de consultation, de relier l'île aux grands centres d'échanges mondiaux de trafic IP : le transit IP est de 85 \$ le Mbit/s à Porto Rico et de 8 \$ le Mbit/s à Miami, et bien inférieur encore pour des achats de capacités plus importantes que celles de Dauphin Telecom.



Il est donc incompréhensible pour Dauphin Telecom que l'on puisse estimer, comme le fait le document soumis à consultation, qu'il existe un jeu concurrentiel à Saint-Martin : les opérateurs des deux câbles (GCN et EFCS) qui donnent accès aux grands nœuds IP pratiquent des prix pratiquement identiques et environ quatre fois supérieurs à ceux des opérateurs de la zone Caraïbe.

Le marché de Saint Martin est pertinent pour une régulation ex ante :

- il n'y a évidemment aucune incitation à investir alors que le câble GCN a été subventionné à 75% et qu'en son temps l'investissement de France Télécom dans le câble ECFS avait lui aussi bénéficié de fonds publics ;
- GCN et France Télécom n'ont à l'évidence aucune incitation à baisser leur prix sans pression réglementaire ;
- Les opérateurs de proximité doivent connaître à l'avance les conditions tarifaires d'accès aux capacités pour s'engager - comme les pouvoirs publics le leur demandent avec insistance - dans le très haut débit : cette responsabilité est celle du régulateur sectoriel, indépendamment de toute saisine de l'Autorité de concurrence.

L'ARCEP ne peut donc se dispenser d'examiner si une ou plusieurs entreprises y exercent une influence significative et si sont réunies les conditions caractérisant une position dominante de France Télécom et/ou de GCN, ou encore de ces deux entreprises conjointement.

3- On ne peut demander aux opérateurs ultramarins de participer au Programme d'aménagement numérique sans assurer simultanément une régulation tarifaire ex ante des services de capacités.

Enfin, nous souhaitons vous faire part de notre incompréhension face à un double langage qui ne peut plus durer : il convient à notre sens d'assurer un minimum de cohérence dans l'action publique.

Depuis plus d'un an l'Etat et ses représentants : Préfectures, Régions, Collectivités, ARCEP, etc. nous demandent avec insistance de participer activement au schéma d'aménagement numérique des Territoires Ultramarins (Annexe n°4), tout en n'ayant aucune action concrète sur les marchés de capacité et en confortant les opérateurs de câbles sous-marins dans leur abus.

Plus précisément, il n'est rentable pour aucun opérateur, d'investir massivement, financièrement et humainement, dans le déploiement du très haut débit en fibre jusqu'à l'abonné si les coûts de capacité ne sont pas encadrés. Un simple exemple le démontre :

Nous devons acheter un débit de 155 Mbit/s au prix de 230 euros le Mbit/s/mois soit : 35 650 €/mois.

Si nous proposons 100 Mbit/s à nos abonnés, nous pouvons difficilement raccorder plus de cent abonnés sur cette capacité. Le prix de revient pour un abonné est de 365,50€/mois.

Un tel service est, à l'évidence, absolument invendable



C'est pourquoi il est tout à fait déplacé, dans ces conditions, de demander une participation au schéma d'aménagement numérique sans assurer simultanément une régulation tarifaire ex ante des services de capacités.

En tant qu'opérateur de proximité, nous avons conscience qu'une seconde fracture numérique sur les territoires ultramarins est inévitable si aucune action n'est menée rapidement par l'ARCEP et l'Autorité de la concurrence pour réguler les services de capacité.

Par conséquent, nous demandons à l'ARCEP d'organiser - avec une bonne visibilité - une baisse des tarifs de capacité qui accompagne le schéma d'aménagement numérique pendant toute la période, en imposant l'orientation vers les coûts des tarifs des opérateurs des câbles donnant accès aux grands nœuds d'échange de trafic IP : GCN et France Télécom.

Pour sa part, Dauphin Telecom est prêt à s'engager sur une tarification compétitive des services qui pourraient lui être demandés à l'avenir sur son câble SMPR1.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez utile.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

Eve Riboud Gomes

Directrice Générale



Liste des pièces jointes :

- Document de consultation comprenant des commentaires détaillés
- Annexes confidentielles :
 - 1- Devis France Télécom pour les services de compléments terrestres- zones régulées et zones non régulées - mars 2011 :
 - a. prix
 - b. pénalités
 - 2- Réponse de Dauphin au questionnaire de l'ARCEP, comportant en annexe la présentation du câble SMPR1, les offres et les achats de Dauphin Telecom
 - 3- Benchmark des prix des capacités dans la zone Caraïbe
 - 4- Demande de renseignements du 15 mars 2011 de la Préfecture concernant la participation de Dauphin Telecom au Programme National en très haut débit et réponse de Dauphin Telecom du 21 mars 2011
 - 5- Echanges de courriers entre Dauphin Telecom, GCN, la Région Guadeloupe et la collectivité territoriale de St Barthélemy concernant les offres de Mediaserv, filiale de GCN, sur le marché de détail.